

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 5 juillet 2022

ST/A-2022-~~406~~

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie et au Centre Technique Municipal, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par l'entreprise Allez & Cie sise 15 rue de la Ricodonne – BP 51 - 33451 Saint Loubès Cedex, pour la pose de câble en tranchée sous chaussée, trottoir, pose et dépose de support, travaux sur façade et déplacement de réseaux Chemin du Petit Beauséjour, avenue Georges Clémenceau.

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - A compter du 22 août 2022 et jusqu'au 30 septembre 2022, le stationnement sera interdit au droit du chantier :

- Chemin du Petit Beauséjour,
- Avenue Georges Clémenceau

Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - A compter du 22 août 2022 et jusqu'au 30 septembre 2022, la circulation sera alternée par feux tricolores, au droit du chantier.

- Chemin du Petit Beauséjour,
- Avenue Georges Clémenceau,

ARTICLE 3° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 4° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le cinq juillet deux mille vingt deux
le Maire par délégation
le conseiller délégué à la voirie
et au centre technique municipal



Bilal HALHOUL